



**POURQUOI NOUS
AVONS BESOIN DE
BÂTISSEURS DE
PAIX LOCAUX.
ÉTUDE DE CAS :
ITURI, RDC**

AOÛT 2025



**PEACE
DIRECT**

RÉSUMÉ

- Les organisations locales et communautaires peuvent influencer les communautés locales, surveiller la mise en œuvre des accords et participer directement aux négociations.
- Les organisations locales et communautaires offrent un moyen plus immédiat et plus réactif de lutter contre la violence que les interventions internationales, telles que la création de zones de sécurité ou la réduction des tensions dans des zones spécifiques. Ces efforts peuvent servir de base à des initiatives de consolidation de la paix plus larges.
- En donnant la priorité à l'inclusion et à l'autonomisation des acteurs locaux, les processus de consolidation de la paix peuvent devenir plus pertinents, durables et efficaces pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Avertissement : Peace Direct soutient plusieurs organisations en Ituri. De nombreuses organisations ont été interviewées dans le cadre de cette étude. Tous les noms des personnes interviewées pour cette étude de cas et de leurs organisations ont été anonymisés pour des raisons de sécurité.

La province de l'Ituri, l'une des 26 provinces de la République démocratique du Congo, est riche en or, en biodiversité et en terres fertiles. Le conflit actuel dans la province trouve principalement son origine dans les tensions ethniques entre

les communautés Hema (¹) et Lendu (²), qui remontent à la période coloniale (1885–1960).

Cette étude retrace la dynamique et les causes des conflits en Ituri, ainsi que les réponses apportées par le gouvernement. S'appuyant sur des entretiens avec des acteurs locaux de la paix dans la région, cette étude souligne également le rôle crucial que les organisations locales et communautaires peuvent jouer dans la mise en place de processus de consolidation de la paix pertinents, efficaces et durables.

Causes du conflit

Historiquement, les conflits fonciers, l'opposition politique et les inégalités économiques ont alimenté des affrontements intermittents dans l'est de la RDC. Si le conflit en Ituri est resté relativement inactif jusqu'aux années 1990, il a repris lors de la deuxième guerre du Congo (1999–2003). Le vide politique qui en a suivi a permis l'émergence de diverses factions armées non étatiques.

Les groupes armés les plus importants de la province sont la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), la milice Zaïre, la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les Forces démocratiques alliées (ADF).

La CODECO et les factions qui lui sont associées sont pro-Lendu et s'opposent à la milice zaïroise pro-Hema. La FRPI est un sous-groupe et un allié des Lendu, tandis que l'ADF et ses factions sont originaires d'Ouganda avant de s'étendre en RDC.

¹ Hema : groupe ethnique composé de pasteurs, rival des Lendu.

² Lendu : groupe ethnique composé d'agriculteurs ; rival des Hema.

Réactions du gouvernement et exclusion des voix locales

En mai 2021, le gouvernement congolais a déclaré « l'état de siège » en Ituri et au Nord-Kivu, dans le but de sécuriser la région et d'éliminer les groupes armés. Cette mesure d'urgence est généralement mise en œuvre en réponse à de graves menaces internes, telles que des conflits et des troubles, et implique la suspension ou la limitation temporaire de certaines libertés civiles, ainsi que le transfert de l'autorité civile vers le contrôle militaire. Les civils de la région ont protesté contre cette mesure, affirmant qu'elle n'avait entraîné aucun changement significatif au cours des trois dernières années.

Interrogé récemment sur la situation sécuritaire dans la province, le coordinateur d'une organisation de consolidation de la paix basée en Ituri a déclaré que l'ADF attaque généralement les civils pendant la principale saison de récolte du cacao, qui s'étend généralement d'avril à septembre. Il s'agit d'une tactique visant à chasser les agriculteurs de leurs terres afin de permettre au groupe de voler le cacao et de le revendre. En 2020, la CODECO a accepté un cessez-le-feu négocié par un groupe d'anciens chefs de guerre en Ituri, à la suite d'un appel du président Félix Tshisekedi. Malgré cela, les violences ont persisté, encourageant finalement le groupe à attaquer des cibles militaires, en particulier les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo).

En 2022, la CODECO a participé au Dialogue du processus de Nairobi, aux côtés de représentants d'autres groupes armés de la RDC, afin de mettre fin aux hostilités entre les forces de sécurité et les communautés locales. Cependant, la

participation des acteurs locaux de la paix a été très limitée. Le secrétaire exécutif d'une organisation de jeunes œuvrant pour la consolidation de la paix a déclaré lors d'une interview que le lobbying était la principale méthode utilisée par son organisation pour participer aux pourparlers de Nairobi. En effet, son organisation n'avait pas été directement invitée à participer aux discussions. Les pourparlers n'ont donc pas pu bénéficier de l'expérience de l'organisation dans les communautés locales touchées par le conflit, ni de ses connaissances et analyses sur l'impact (ou l'absence d'impact) des différents accords de paix conclus depuis 1999.

L'exclusion des organisations de la société civile locales et communautaires est une pratique trop courante dans de nombreux processus de paix. Ce statu quo ne permet pas d'instaurer une paix durable et, comme en témoigne la poursuite des attaques du CODECO, malgré les derniers efforts de consolidation de la paix. Pas plus tard qu'en juin 2024, la CODECO a tué plus de 20 civils lors d'un raid dans un village. Une semaine après cette attaque, elle a tué six ressortissants chinois et deux soldats congolais sur un site minier.

De nombreuses organisations locales et communautaires de la société civile ont lancé des projets visant à favoriser l'harmonie entre les groupes Hema et Lendu, ainsi que des efforts pour dissuader les jeunes de rejoindre les groupes armés. Une organisation, par exemple, organise des tournois de football, entre autres activités, afin d'améliorer la cohésion entre les deux groupes ethniques.

« Lorsque les joueurs interagissent, cela les aide à vivre ensemble », a déclaré le directeur administratif de cette organisation. Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres d'organisations

locales et communautaires qui travaillent à des solutions locales avec et pour leurs communautés.

Malgré leurs efforts de longue date et leur engagement en faveur de la paix dans la région, les organisations locales et communautaires sont généralement ignorées dans les processus multilatéraux officiels. Le cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région, signé en 2013, a souligné les préoccupations concernant la persistance de la violence dans l'est de la RDC. Il a offert une occasion de s'attaquer aux causes profondes du conflit violent. Toutefois, il ne mentionnait pas la participation des organisations locales au processus ou à sa mise en œuvre. Si le cadre définissait les responsabilités des acteurs nationaux, régionaux et internationaux pour mettre fin à la violence, aucun d'entre eux n'était tenu de collaborer avec les organisations locales ou communautaires pour résoudre le conflit.

C'était le cas jusqu'en octobre 2020, lorsque le secrétaire général António Guterres a validé la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs. Élaborée par le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et les parties prenantes régionales, cette stratégie souligne l'importance de veiller à ce qu'un large éventail de la population – notamment les parlementaires, les groupes de femmes, les organisations de défense des droits humains, les jeunes, les groupes d'entreprises, les syndicats, les organisations confessionnelles, les universitaires et autres – soit informé des détails de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Ce sentiment est partagé par les organisations

locales, qui expriment souvent leur frustration d'être exclues des processus de paix. Le responsable de programme d'une organisation locale de consolidation de *la paix* a souligné dans une interview que « *les organisations locales sont essentielles à la consolidation de la paix. Vivant au sein de communautés touchées par le conflit, nous adaptons nos réponses aux besoins spécifiques de chaque région* ». En dépit de leurs demandes d'inclusion, leurs voix continuent d'être ignorées par les dirigeants.

L'exclusion des voix locales dans les accords de paix est profondément enracinée dans l'héritage du colonialisme. Dans le *rapport Race, Power, and Peacebuilding (Race, pouvoir et consolidation de la paix)* de Peace Direct, les participants à la consultation ont souligné que les concepts et les stratégies de consolidation de la paix sont souvent élaborés à travers le prisme du « regard blanc ». Ce concept décrit un processus par lequel les personnes et les sociétés sont considérées sous l'angle de l'ethnocentrisme blanc. Ainsi, les expériences, les connaissances et les pratiques des personnes issues de contextes non occidentaux ou du Sud sont marginalisées ou dévalorisées, malgré la richesse de leur savoir –faire spécifique au contexte et leur lien profond avec les communautés qu'elles servent.

La nécessité d'inclure les artisans locaux de la paix pour une paix durable

L'expertise des organisations locales et communautaires est essentielle pour une paix durable, compte tenu de leur proximité avec les conflits et de leur compréhension approfondie des dynamiques locales. Cependant, les cadres actuels renforcent trop souvent les déséquilibres de pouvoir mondiaux en plaçant les acteurs internationaux et nationaux

au premier plan des efforts de paix, reléguant les acteurs locaux et communautaires au rôle de bénéficiaires ou, au mieux, de collaborateurs. Ces approches sont imprégnées du « sauvetage blanc ». Elles compromettent le potentiel d'efforts de consolidation de la paix véritablement inclusifs et durables, qui répondent aux besoins et aux réalités des communautés les plus touchées par les conflits. Le directeur administratif d'une organisation locale de consolidation de la paix a souligné que :

« Les approches de consolidation de la paix doivent être adaptées au contexte, car il n'y aura jamais de solution unique pour une région où un conflit prolongé a donné lieu à des griefs supplémentaires. Malheureusement, les décideurs, qui sont souvent déconnectés des réalités de ces communautés, ont tendance à proposer des solutions généralisées qui ne répondent pas aux défis uniques sur le terrain. »

Le cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, par exemple, montre comment la communauté internationale a mis près de sept ans à reconnaître que les civils, en tant que principaux bénéficiaires du cadre, auraient dû être inclus dès le départ. Les vies perdues, les atrocités commises et l'aggravation de la situation au cours de ces sept années sont irréversibles. Une approche³ fondée sur la participation locale aurait à la fois respecté la dignité de ces communautés et permis d'élaborer des stratégies plus efficaces, favorisant une plus grande confiance et une meilleure collaboration entre tous les acteurs concernés.

³ Dirigé localement : la consolidation de la paix et le développement « dirigés localement » sont une approche ou un processus dans lequel les initiatives sont prises en charge et dirigées par les populations dans leur propre contexte.

L'inclusion des organisations locales à un stade plus préliminaire des accords, non seulement en tant que consultants, mais aussi en tant que créateurs et exécutants actifs de leurs recommandations, permettrait de positionner les civils comme catalyseurs du changement et contribuerait à briser le cycle de la violence.

Un coordinateur de la consolidation de la paix en Ituri nous confie :

« [Leur organisation] travaille directement avec le gouvernement sur le programme de désarmement lancé par le bureau du président. Sur le terrain, nous soutenons le programme en interagissant avec la population et les groupes armés et en écoutant leurs griefs. En mai 2024, nous avons rencontré le chef d'un groupe armé dans un territoire au nord de Bunia, qui était disposé à réintégrer les enfants soldats dans la vie civile et sollicitait le soutien de l'organisation pour y parvenir. »

Contrairement aux approches standard généralement décrites dans les accords internationaux, y compris ceux du cadre de 2013, ces efforts menés au niveau local sont plus adaptables et plus sensibles aux réalités du terrain. De telles approches favorisent un profond sentiment de confiance au sein de la communauté, car les gens ont confiance en ceux qui travaillent avec eux. Pétronille Vaweka, lauréate du prix « Women Building Peace Award » 2024 décerné par l'Institut américain pour la paix (USIP), a raconté lors de la réception qu'elle avait l'habitude de négocier des cessez-le-feu en se rendant personnellement dans les cachettes des groupes armés pour leur parler :

« À un moment donné, j'ai joué le rôle de gouverneur dans la province, et plutôt que de remettre leurs armes au gouvernement ou aux Nations Unies (MONUC/MONUSCO), les groupes armés les apportaient chez moi, où elles étaient collectées et tracées. »

Ce type de sensibilité culturelle, sociale et politique est souvent négligé lorsque des accords sont conclus sans impliquer les dirigeants locaux et sans tenir compte du contexte local. La dynamique en Ituri est incroyablement complexe, d'autant plus que le gouvernement lutte pour maintenir son contrôle sur l'ensemble du pays. Les organisations locales et communautaires peuvent influencer les communautés locales, surveiller la mise en œuvre des accords et participer directement aux négociations. Après tout, les communautés locales font confiance aux personnes qui partagent les mêmes origines, comprennent leur traumatisme et ont sincèrement à cœur leurs intérêts.

Conclusion

En donnant la priorité aux connaissances et à l'expertise locales, les efforts de consolidation de la paix peuvent devenir plus durables et mieux adaptés aux réalités du terrain. L'Unité de médiation des Nations Unies affirme que même lorsque les processus politiques nationaux sont dans l'impasse, les processus locaux peuvent offrir des possibilités de réduire la violence et de créer des opportunités de stabilité. Les organisations locales et communautaires offrent un moyen plus immédiat et plus réactif de lutter contre la violence, parfois en créant des zones de sécurité ou en réduisant les tensions dans des zones spécifiques. Ces efforts peuvent

servir de base à des efforts de consolidation de la paix plus larges.

Le secrétaire exécutif d'une organisation locale de jeunesse a suggéré que la consultation des différentes parties prenantes de différents villages est une stratégie essentielle pour mettre fin à la violence :

« Cette approche tire parti des connaissances locales sur la région, la langue, le contexte et les nuances nécessaires à une mise en œuvre efficace. »

Si cette stratégie était intégrée dans les accords internationaux, elle permettrait aux organisations locales de bénéficier du soutien financier et matériel nécessaire à la mise en œuvre des accords de paix.

En fin de compte, ce travail ne consiste pas seulement à comprendre les causes profondes des conflits, mais aussi à s'engager à les éradiquer. Les organisations de la société civile locale dans l'est de la RDC ont exprimé leur profonde frustration face à l'absence de présence gouvernementale, en particulier dans les régions orientales du pays.

« [Il est nécessaire] de mener des négociations et des médiations afin de rétablir l'autorité de l'État. Il y a des étapes méthodologiques à franchir avant de parvenir à la paix », explique le directeur national d'une association de paix à but non lucratif à Goma. Ils soulignent que l'autorité doit être ressentie même en son absence physique, à travers un sentiment omniprésent de loi et d'ordre qui peut dissuader les conflits potentiels. Dans les villages reculés, par exemple, les chefs coutumiers pourraient peut-être incarner le rôle de l'autorité, s'ils étaient habilités par l'État à assumer certaines responsabilités en matière de justice et de sécurité.

Les conflits complexes et prolongés en Ituri nécessitent une approche collaborative qui implique non seulement les acteurs internationaux, mais qui accorde également une grande importance à l'expertise et au leadership de la société civile locale. Une paix durable ne peut être atteinte que lorsque les personnes qui vivent ces conflits sont au premier plan, menant les efforts pour assurer leur propre avenir. En donnant la priorité à l'inclusion et à l'autonomisation des acteurs locaux, les processus de consolidation de la paix peuvent devenir plus pertinents, durables et efficaces pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.



Cette étude a été initialement rédigée par Bénédicte Yenyi,
boursière Herbert Scoville Jr. pour la paix à Peace Direct.